



L'écho donné au classement Pisa sur l'éducation marque un tournant. La France accepte désormais, fût-ce en rechignant, d'être comparée, « évaluée ». PhotoPQR/Le Télégramme

## De Pisa aux autres classements, la France remise à sa place

Au-delà du seul domaine de l'éducation, quelle est la juste place de la France dans le monde ? Un rapport rassemblant des dizaines de classements donne un éclairage neuf sur les forces et les faiblesses de notre pays.

LA  
**CHRONIQUE**  
d'Eric  
Le Boucher



**A**h, quelle honte au village ! La France n'occupe que la 25<sup>e</sup> place dans le classement Pisa des niveaux scolaires parmi les pays développés. Et elle recule parce que, tenez-vous bien, son école est de plus en plus inégalitaire. Inégalitaire ! Horreur ! Les pères de la République se retournent dans leur tombe. Jules au secours ! Et à la honte s'ajoute l'infamie, le recul est le plus marqué en mathématiques. Nous passons « sous la moyenne » en maths, cette matière si pure que l'on met tant en avant chez nous parce que nous estimons qu'elle détermine les « meilleurs » et qu'elle nous flatte parce que nous y gagnons des médailles Fields. Les maths, abstraction et raisonnement, c'est la crème, c'est nous.

Les classements internationaux comme Pisa ou celui de Shanghai étaient jusqu'ici condamnés sitôt évoqués en France, par les syndicats, les partis de gauche ; la presse suivait et la droite n'osait rien dire. Tous ces organismes étrangers-là qui prétendent nous juger sont totalement incapables de comprendre la perfection du modèle français et en réalité, camarade, ce sont des agents du libéralisme. Ces listes de pays où la France est mal classée ne sont pas vraies, elles sont fausses, truquées, ce sont des outils de démolition de notre modèle social. Ne les regardez même pas !

L'écho donné cette fois, sans rejet, au classement Pisa marque un début de commencement de première ouverture. Le pays accepte, fût-ce en rechignant, d'être comparé. A coup sûr, les syndicats de l'Éducation nationale, blessés sérieusement par cette 25<sup>e</sup> place, vont resserrer les rangs pour ne rien changer. Mais le doute s'est instillé sur leurs résultats et, mieux, une méthode d'action, l'« évaluation », mot jusqu'ici interdit dans le système social et administratif français, fait une entrée timide.

Puisque nous y sommes, faisons le grand tour des classements internatio-

naux de la France. Ils ont été réunis très utilement par la société de conseil Eight Advisory (1). Le voyage est très instructif, nous sommes, c'est le cas de le dire, remis à notre place.

Apparaît d'abord une surprise d'ensemble. La plupart des Français pensent que la France est devenue une « puissance moyenne ». Ils l'avaient beaucoup reproché à Valéry Giscard d'Estaing, qui, président, avait osé le dire dans les années 1970. Depuis, le sentiment est partagé. Mais les Français pensent que tout le reste est encore de premier rang. Nous sommes une moyenne puissance, mais notre « modèle » est au-dessus des autres. La réalité d'ensemble est exactement inverse. La France est encore la 5<sup>e</sup> puissance économique dans le monde. Ce classement est très connu mais curieusement sous-estimé. Notre PIB n'est dépassé que par les États-Unis, la Chine, le Japon et l'Allemagne. Comme la France a encore une armée, une diplomatie, la deuxième surface maritime du monde avec les DOM-TOM, sa puissance est certes moyenne, mais elle peut avoir encore beaucoup de poids.

**La France se voit comme une puissance moyenne, mais dont le « modèle » est au-dessus des autres.**

**La réalité d'ensemble est exactement inverse.**

En revanche, le classement du PIB par habitant, la richesse par tête, est une déconfiture. Il nous renvoie au 22<sup>e</sup> rang. Et pas manière de se raccrocher à d'autres indices que le PIB, comme c'est la mode actuellement : l'ONU nous met au 20<sup>e</sup> rang concernant l'indice de développement humain, qui prend en compte la santé, l'espérance de vie, le niveau de vie, l'éducation. La France est prospère, les Français beaucoup moins qu'ils le croient.

Autre plongée dans la glace : la France est 37<sup>e</sup> au chapitre de la liberté de la presse ! Il y a certes beaucoup à dire sur ce classement de Reporters sans frontières (il mesure le pluralisme, l'indépendance, le cadre légal et des notions d'autocensure). Mais il mériterait d'ouvrir une réflexion de la nation

sur la faible qualité de son information et, justement, son manque d'ouverture sur l'étranger. D'autant que ce piètre résultat s'ajoute à deux autres dans le même sens. Au classement « The Economist » concernant la démocratie, la France est... 28<sup>e</sup>. Et elle recule ! Voltaire, Sieyès au secours ! A celui de Transparency International sur la perception de la corruption, la France est 22<sup>e</sup>. Pour une nation qui se pique de faire la morale à l'ONU, pas de quoi être fier...

Ensuite viennent les plus et les moins mais avec de nouvelles surprises. La France est souvent critiquée par ses ratés dans la high-tech. Où sont passés nos Pasteur ? Or, elle arrive au 13<sup>e</sup> rang de l'innovation, selon « The Economist », au 23<sup>e</sup> selon l'Inseed, au 10<sup>e</sup> selon l'OCDE concernant les dépenses en recherche-développement, et, beaucoup mieux encore, au 3<sup>e</sup> selon le Top 100 des entreprises les plus innovantes du monde, d'après « Forbes » mais aussi d'après Thomson Reuters. Le pays a de bons technologues et de bons ingénieurs. Alors qu'est-ce qui manque ?

La réponse est donnée par tous les classements sur les entreprises. La France est 23<sup>e</sup> selon le World Economic Forum sur la compétitivité, 34<sup>e</sup> selon la Banque mondiale sur les facilités du business et 62<sup>e</sup> sur la liberté économique mesurée par la Heritage Foundation. Qu'il s'agisse, dans ce dernier cas, d'une fondation de la droite américaine n'enlève rien au fait : le plus mauvais score de la France concerne la liberté d'entreprendre. Le cocasse est que nos écoles de commerce sont parmi les meilleures du monde, les 4<sup>es</sup> selon le magazine « Fortune »...

Allez, pour la fin, on se rassure. La France est 4<sup>e</sup> pour la qualité de vie (International Living), elle est la 7<sup>e</sup> destination des touristes. Beauté des champs et des rivières, souffle des montagnes et embruns, ou cher pays de notre enfance, on vit encore bien. C'est sans doute, heureusement une réalité. Et un malheur ! Si tout va encore bien au village, pourquoi donc vouloir des réformes ?

(1) « Quelle place pour la France dans les classements internationaux ? », l'Observatoire sur l'état de la France, Eight Advisory

**Eric Le Boucher**  
est éditorialiste aux « Echos »